



Déclaration CGT à la CNNC SMIC du 17 décembre 2018

La politique sociale et économique du gouvernement favorise la rémunération du capital, l'enrichissement des plus fortunés du pays, au détriment des salariés, des retraités et des privés d'emploi. Les inégalités sociales sont de plus en plus fortes, alors que le pays n'a jamais créé autant de richesses par le travail. Ces richesses n'ont jamais été aussi mal réparties entre les entreprises et les salariés, entre les très riches et le reste de la population.

Votre politique marche dans les pas des précédents gouvernements.

Vous recyclez et réutilisez les mauvaises recettes des gouvernements qui vous ont succédé.

Vous faites dangereusement chaque jour le lit de l'extrême droite et enfoncez le pays dans une crise politique profonde dont les stigmates pourraient être irréversibles.

Vous pouvez encore vous ressaisir et changer de braquet. Il est encore temps pour le gouvernement d'agir, avant qu'il ne soit trop tard. L'action politique pour l'intérêt général doit prendre le dessus sur celle en faveur de l'oligarchie financière, extrêmement minoritaire dans le pays. Il est encore temps de gouverner pour les 99% et non pas pour les 1% les plus riches.

Le SMIC doit augmenter de manière lisible, rapide et efficace. L'heure n'est pas aux tours de passe-passe, aux escroqueries, aux fausses augmentations et autres combines malhonnêtes, dont l'objectif final consiste à ne pas augmenter le Smic et les salaires en général, dans le but de satisfaire les revendications et caprices du Medef.

Pour cela la CGT propose que le montant du Smic brut, pour 35H, soit revalorisé à 1 800€ par mois, dès le 1^{er} janvier 2019. Cette augmentation de 300€ environ répond tout simplement aux besoins des salariés au Smic pour vivre un peu mieux, pour satisfaire leur besoins les plus fondamentaux : se loger, se soigner, s'éduquer, s'alimenter, se reposer, communiquer, sortir, etc...

Un pays riche comme la France ne doit pas laisser sa population la plus fragile être malmenée de la sorte, tout ça pour que les grandes entreprises conservent, ou augmentent, leurs marges et distribuent des milliards d'€ de dividendes aux actionnaires toujours plus cupides.

Nous vous rappelons que la France est sur le podium mondial en matière de redistribution de dividendes. Chaque année ces niveaux explosent les scores.

Les moyens financiers n'existent pas uniquement pour satisfaire les besoins en matière de rémunération des dirigeants des grandes entreprises. La rémunération moyenne des patrons du CAC 40 atteint 5 millions d'€ par an, soit plus de 280 années de Smic. Cette augmentation de 14% est la plus forte sur les dix dernières années.

Pour les patrons des 120 plus grandes entreprises, la rémunération moyenne annuelle s'établit à 3,8 millions d'€ pour 2017, soit 214 années de Smic avec une hausse de salaire de 10%.

Rien ne justifie de tels niveaux de rémunération et d'écart avec les salariés.

L'an passé, les entreprises du CAC 40 ont réalisé près de 94 milliards d'€ de profits, soit le même niveau que 2007.

Le grand patronat n'est jamais rassasié par les profits, il exige d'être toujours plus assisté par l'Etat et donc par les contribuables. En effet, près de 230 milliards d'€ d'exonération de cotisations sociales et fiscales, sont distribuées généreusement chaque année aux entreprises, sans contrôle ni évaluation, et encore moins remboursement en cas de fermetures ou de licenciements boursiers. En 2019, le CICE s'élèvera à 40 milliards d'€ et depuis 2013 ce montant est de 100 milliards d'€. Il est temps d'en finir avec cette gabegie financière qui sert seulement à remplir les coffres-forts des actionnaires.... Les mêmes, pour qui le gouvernement supprime l'ISF et met en place la flat tax, fraudent le fisc à hauteur de 100 milliards d'€ par an.

Comme le dit le Président de la République, il y a vraiment un pognon de dingue dans le pays !

Par ailleurs, contrairement à ce que vous avez pu dire, Madame la Ministre, il y a quelques jours, lorsque le Smic augmente, cela ne provoque pas l'augmentation automatique ou mécanique de l'ensemble des minima dans les branches professionnelles, ni les salaires dans les entreprises et ni le point d'indice des fonctionnaires. Ceci est d'autant plus vrai quand, en réalité, vous décidez d'augmenter la prime d'activité de 100€ et non pas le montant du Smic.

Raconter des inepties, faire des tours de passe-passe en supprimant des cotisations sociales indispensables au financement de la protection sociale, pour augmenter seulement le net à payer, est proprement scandaleux et une faute politique grave. C'est le modèle social français que vous continuez à exploser. Ce sont des millions de personnes dans le pays que vous menez à la pauvreté et l'exclusion sociale.

Il est aussi faux de dire que l'augmentation du Smic supprime des emplois. Répéter en boucle, chaque année au moment de la revalorisation du SMIC, une absurdité comme celle-ci, ne la transforme pas pour autant en une vérité.

Le Smic n'est pas responsable des suppressions d'emplois. Par contre la financiarisation des grands groupes industriels, leur absence de stratégie de développement, les reculs des capacités de production et d'innovation, le manque d'investissement, la réduction des moyens pour les Services Publics, le recul de l'âge de départ à la retraite, la réalisation des millions d'heures supplémentaires désocialisées et défiscalisées, sont responsables des milliers d'emplois supprimés dans notre pays. C'est à cela que devrait s'attaquer votre Gouvernement et le Président de la République au lieu d'accompagner et encourager la pression sur les salaires.

La CGT demande donc une augmentation immédiate du Smic pour le porter à 1 800€, que s'ouvrent des négociations salariales dans les branches, les entreprises et les administrations pour que les salaires augmentent, au moins dans les mêmes proportions que le Smic, de manière à maintenir les écarts hiérarchiques entre les catégories professionnelles, pour reconnaître les qualifications, les diplômes et l'expérience des travailleurs.

Ces propositions, la CGT les portent chaque année auprès du groupe d'experts sur le Smic. Comme bon soldat au service du pouvoir, ce groupe d'experts ignore nos propositions préférant suivre les exigences du Medef. Cette année ils font pire, ils ont tellement honte de leur recommandation qu'ils n'en font pas et se cachent derrière le 1^{er} Ministre.

Je cite un extrait de leur conclusions : « *Compte tenu de l'annonce du Premier Ministre le 28 novembre d'une absence de « coup de pouce » pour le SMIC au 1er janvier 2019, avant la remise du rapport du Groupe d'experts, ce dernier ne juge pas utile de formuler cette année de recommandation concernant la revalorisation à venir.* ». Quelle honte ce groupe d'experts !

Le travail doit être revalorisé, parce qu'il n'est pas un coût à réduire à tout prix.

Au contraire, le salaire est un investissement dans l'avenir du pays et de sa population. Les travailleurs ont besoin de bien faire leur travail et d'en vivre dignement. Elles et ils n'aspirent pas à la charité comme vous le faites en augmentant seulement la prime d'activité de 100€ par anticipation.

D'ailleurs, une prime d'activité qui ne sera pas perçue par tous les Smicards et qui ne financera pas la protection sociale dont les travailleurs d'aujourd'hui et demain ont besoin.

Vous êtes totalement déconnectés des réalités du monde du travail et de la population en souffrance. Le pouvoir vertical du Président de la République, du gouvernement et de sa majorité n'est pas acceptable et il doit dorénavant en être autrement. C'est cela que vous disent tous ceux et celles drapés d'un gilet jaune depuis plus d'un mois et ce que vous dit notre organisation syndicale depuis des années.

Ce vendredi dernier des dizaines de milliers de salariés, retraités et privés d'emploi ont participé à plus de 170 rassemblements et manifestations dans le pays, à l'appel d'organisations syndicales dont la CGT, pour exiger notamment l'augmentation des salaires, des pensions et des indemnités pour celles et ceux victimes du chômage, de la précarité. Dès demain, la CGT propose, à nouveau, une journée de mobilisation dans les entreprises et administrations avec la participation aux manifestations.

La mobilisation des gilets jaunes en est à sa 6^{ème} semaine consécutive avec des manifestations massives le samedi et des blocages en semaine. Leur détermination à voir les salaires augmenter et le Smic en particulier est posée avec force aujourd'hui. Ils expliquent très bien leur situation sociale et familiale notamment cette difficulté récurrente pour eux à boucler les fins de mois qui arrivent de plus en plus tôt. Ceci est particulièrement vrai pour les femmes seules ou avec des enfants, c'est un véritable parcours du combattant pour survivre avec le Smic ou avec un emploi à temps partiel. Ces témoignages vous ne les entendrez jamais dans les salons feutrés des Ministères ou dans les réunions des Conseils d'Administrations des entreprises du CAC 40 et pourtant ils existent.

Il est urgent d'entendre leur colère mais ce n'est pas suffisant.

Il faut surtout agir par l'action politique pour endiguer cette pauvreté et ce mal être d'une partie importante de la population.

Prenez peut être exemple sur l'Espagne. Le gouvernement vient de décider d'augmenter le salaire minimum de 22%.

Madame la Ministre, vous l'aurez aisément compris, la CGT attend un changement profond de la politique salariale dans les entreprises et les administrations. Le gouvernement a un rôle indispensable pour cette mise en œuvre et la revalorisation du Smic à 1 800€ est un moyen pour y parvenir.

Les propos que vous avez tenu jusqu'à présent, ou ceux du Président et du 1^{er} Ministre, ne vont absolument pas dans ce sens et sont dangereux au regard de la situation sociale et politique du pays.

En effet, vous refusez d'accorder un « coup de pouce » à la revalorisation du SMIC. Il serait donc revalorisé au 1^{er} janvier du montant de l'inflation, soit 1,8%, comme la Loi l'oblige. Il en résultera une augmentation de 25€ bruts par mois.

L'annonce de la revalorisation du SMIC de 100€ par mois est donc une escroquerie. Parce que la prime d'activité, ce n'est pas du salaire. C'est une prestation sociale financée par le budget de l'Etat et versée par les caisses d'allocations familiales. N'étant pas du salaire, elle n'est pas prise en compte dans le calcul de la retraite. Elle est attribuée sous conditions de ressources et tient compte de l'ensemble des ressources du ménage.

Par conséquent, il est totalement fallacieux de prétendre que tous les salariés au SMIC seront augmentés de 100€ par mois.

Compte tenu de cette escroquerie manifeste, la présence de la CGT à la réunion plénière de la CNNC se limitera à cette déclaration.

Montreuil, le 17 décembre 2018